Chili : Lycéens réprimés 2 fois en deux jours

18-10-2006

Pour la première fois depuis le retour de la "démocratie" au Chili, les carabiniers sont entrés dans des lycées pour en expulser les occupants.
1ère REPRESSIONExpulsion de lycées, 100 détenusDes centaines de lycéens chiliens qui avaient pris leurs établissements en demande de réformes éducatives ont été violemment délogés hier par des carabiniers. Les affrontements ont abouti à l’arrestation de 100 personnes. En réponse aux expulsions et aux menaces de suspension de matricules et d’expulsions des lycées, les pingouins, comme ils se font apeller en raison de leurs uniformes blancs et bleus, ont convoqué une grève nationale pour aujourd’hui.Depuis la semaine dernière, les lycéens avaient pris plusieurs lycées emblématiques de Santiago pour protester contre le travail que réalise le Conseil Présidentiel d’Education, un organisme ad hoc nommé l’année dernière par la présidente Michelle Bachelet après une vague de protestations étudiantes. Les étudiants ont dit qu’ils avaient adopté les occupations de lycées comme méthode de protestation pour éviter les coups qu’ils avaient reçus dans la rue de la part des carabiniers lors des protestations de l’année dernière. C’était pour les lycéens une manière de manifester en évitant l’affrontement avec les carabiniers. Mais hier les carabiniers sont entrés dans les collèges."La seule chose que provoque ceci est que les élèves ne prennent pas les lycées, mais que cela les fasse retourner dans la rue. Et dans les rues les choses se compliquent", a indiqué la la dirigeante étudiante Maria Huerta, arrêtée lors de l’expulsion de l’Institut National. "Le fait d’occuper était une manière totalement pacifique de faire pression. Maintenant tu vas avoir les élèves sans classes, à l’extérieur des lycées, faisant des destructions. Alors s’ils ont pris la décision : qu’ils assument que les lycéens ne vont pas être si tranquilles !", a-t-elle ajouté.Le gouvernement a justifié les expulsions en arguant qu’un groupe minoritaire d’étudiants ne permet pas que le groupe majoritaire suive les cours. "Nous comprenons que derrière ces manifestations il y a une insatisfaction et que nous devons nous rendre compte de cela, mais non au travers d’attitudes violentes, ou qu’un nombre déterminé d’élèves empêchent qu’un autre grand nombre d’élèves puisse faire ce qu’il veut, c’est à dire étudier", a affirmé la ministre d’Education, Yasna Provoste. L’épisode le plus violent de la journée a eu lieu dans le Lycée d’Application, où les étudiants ont lancé des pierres et des chaises aux carabiniers depuis la terrasse du collège.La situation commençait à se calmer quand est arrivé au lycée le président du Collège de Professeurs, Jorge Pavez. Les pingouins l’accusent de trahison parce que le syndicat de professeurs a accepté dimanche un accord avec le gouvernement pour améliorer sa situation de travail. Sa présence a allumé la colère des étudiants qui se sont de nouveau barricadés dans le lycée et ont lancé toute sorte d’objets contre le dirigeant. Pavez a regretté l’attitude des étudiants et a expliqué que sa présence cherchait seulement à calmer les esprits. L’expulsion du lycée d’Application s’est soldée par 50 détenues."Le gouvernement a assumé que ce n’est pas un mouvement répandu, parce qu’il existe seulement dans quelques établissements et ne concerne pas la majorité des étudiants. Pour cela il a pris cette mesure, qui n’avait pas eu lieu lors des mobilisations de mai et de juin", a affirmé Jorge Pavez, président du Collège de Professeurs. "En démocratie cela n’était jamais arrivé", a-t-il ajouté en dialogue téléphonique avec Pagina/12.Virginia Scardamaglia, Pagina/12 (Argentine), 18 octobre 2006 (matin). Traduction : Fab, santelmo@no-log.org2de REPRESSIONManifestation réprimée
A Santiago du Chili, la police anti-émeutes a utilisé ce matin des camions à eau et à gaz pour dissoudre une manifestation de lycéens qui se dirigeait vers la Place centrale de Armas dans le cadre de la grève nationale convoquée pour exiger l’abrogation d’une loi d’éducation sanctionnée en 1978, durant la dictature de Pinochet.Un millier de lycéens ont initié une marche non autorisée depuis le Lycée d’Application vers l’édifice du Secrétariat Régional Ministériel d’Education (Seremi) pour répudier son titulaire, Alejandro Traverso, qui a soutenu les maires qui ont ordonné de déloger les étudiants qui jusqu’à un hier occupaient une dizaine de lycées et de collèges.Défiant la décision de l’Intendance de ne pas autoriser de manifestations publiques, les lycéens ont commencé à se réunir pour marcher dans le centre de Santiago. Les manifestants exigeaient de plus la suspension des sanctions de cessation d’études et de matricules qu’a imposées le maire de Providencia, Cristian Labbe, envers ceux qui ont participé aux occupations.Des centaines d’effectifs des forces spéciales, regroupés en piquets de six ou sept policiers, surveillaient tous les points clés du centre de Santiago en prévision de ce qui se passerait avec la grève nationale de lycéens qui mobilisait aussi des élèves dans les régions du sud et du nord du Chili.Pagina/12, 18 octobre 2006 (après-midi). Traduction : Fab, santelmo@no-log.org.
http://amerikenlutte.free.fr